

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACTE D'ENGAGEMENT (AE) *Groupement*

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministère de la Justice – Secrétariat Général
Service de l'Immobilier Ministériel

Objet du marché

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'une salle
criminelle au palais Verdun de la cour d'appel d'Aix en
Provence**

Marché sur procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du code de la commande publique.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de
février 2026 (mois zéro m₀).

Montant TTC

€

Code CPV principal

71200000-0

Code CPV secondaire

Imputation

DF : 0166-06-02

CC : DSJCAAI013

GM : 36.04.02

EJ n° :

Service exécutant : FAC0000013

L'acte d'engagement comporte 12 pages et 3 annexes.

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Ministère de la Justice – Secrétariat Général
Service de l'Immobilier Ministériel
Représenté par Madame la Cheffe du Département de l'Immobilier
Délégation Interrégionale Sud Est
350 Avenue du club hippique - CS 70456
13096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique

Madame la Cheffe du Département Immobilier d'Aix-en-Provence
Florence.chehrian@justice.gouv.fr

Ordonnateur secondaire

Madame la Cheffe du Département Immobilier d'Aix-en-Provence

Comptable public assignataire

Madame la directrice Régionale des Finances Publiques

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

Nous soussignés,

Cotraitant 1	
Nom et prénom : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à : <input type="text"/>	
Tel. : <input type="text"/>	Fax : <input type="text"/>
Courriel : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de : <input type="text"/>	
Ayant son siège à : <input type="text"/>	
Tel. : <input type="text"/>	Fax : <input type="text"/>
Courriel : <input type="text"/>	
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <input type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input type="text"/>	

Cotraitant 2	
Nom et prénom : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à : <input type="text"/>	
Tel. : <input type="text"/>	Fax : <input type="text"/>
Courriel : <input type="text"/>	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de : <input type="text"/>	
Ayant son siège à : <input type="text"/>	
Tel. : <input type="text"/>	Fax : <input type="text"/>
Courriel : <input type="text"/>	
N° d'identité d'établissement (SIRET) : <input type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés : <input type="text"/>	

Cotraitant 3

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. : Fax :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant	
-------------------	--

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. : Fax :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;

nous engageons sans réserve, en tant que

☐ Cotraitants **groupés conjoints** :

☐ Cotraitants **groupés solidaires** :

représentés par :

--

mandataire du groupement, et conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action sociale en faveur de personnes en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés particulières.

M'ENGAGE, à :

- Prendre contact avec le facilitateur désigné à l'article Clauses sociales du cahier des clauses administratives particulières afin de choisir l'action sociale et en préciser la modalité de mise en œuvre.
- Fournir, à la demande de ce même facilitateur, et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action.

En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

La bonne exécution des prestations ci-après dépend essentiellement de(s) la / les personnes physique(s) suivantes :

Désignation des personnes physiques	
Contact privilégié	
Architecture	
Structure	
Fluides	
OPC	

N.B : une même personne physique peut être désignée pour une ou plusieurs compétences, dans la mesure où elle les possède.

ARTICLE 2. PRESTATIONS ET PRIX

2-1. Montant du marché

L'offre de prix rémunère la mission définie à l'article 1-4 du CCAP.

Elle est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 "études" fixé en page 1 du présent acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4-3 du CCAP.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par éléments de mission figure à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

L'annexe 1 précise, en outre, obligatoirement pour les groupements conjoints et facultativement pour les groupements solidaires, la répartition de la rémunération par cotraitants.

En cas de groupement conjoint, le détail des prestations exécutées par chacun des membres en fonction des éléments de mission, est précisé à (aux) l'annexe(s) :

- Part de l'enveloppe financière hors TVA C_0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

C_0 (en valeur m_0) = **900 000,00 € HT.**

- **Le montant provisoire de rémunération des missions de base ($F_{p_{base}}$)** est calculé sur la base suivante :

Taux de rémunération : $t =$ %

Coût prévisionnel provisoire des travaux : **$C_0 = 900\,000,00\text{ € HT}$**

Forfait de rémunération des missions de base :

$$F_{p_{base}} = C_0 \times t = \text{ € HT}$$

Dès que le coût prévisionnel des travaux C est arrêté selon les modalités fixées à l'article 5-1 du CCAP, la rémunération des missions de base devient définitive dans les conditions suivantes :

A programme et mission constants, le montant définitif de la rémunération des missions de base $F_{d_{base}}$ est établi comme suit :

Coût prévisionnel des travaux C hors T.V.A.	Montant définitif F_d hors T.V.A
$C < C_0$	$F_d = C * (F_{p_{base}}/C_0)$
$C = C_0$ ou $C \leq 1,07C_0$	$F_d = F_{p_{base}}$
$1,07 C_0 < C \leq 1,15 C_0$	$F_{d_{base}} = F_{p_{base}} + (C - 1,07 C_0) \times (F_{p_{base}} / C_0)$
$1,15 C_0 < C$	$F_{d_{base}} = 1,08 F_{p_{base}} + (C - 1,15 C_0) \times (F_{p_{base}} / 2 C_0)$

- **Le montant provisoire de rémunération de la mission complémentaire (Fpopc)** est calculé sur la base suivante :

Forfait mission OPC : = € HT

Le montant **provisoire** de rémunération globale du marché $Fp_{global} = (Fp_{base}) + (Fp_{opc})$

pour l'ensemble des missions et des tranches est de :

- Montant hors TVA :

- TVA au taux de 20 %, soit

- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

2-2. Montant sous-traité

2-2.1. Montant sous-traité désigné au marché

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-1 à 7 du Code de la Commande Publique l'(es) annexe(s) n° au présent acte d'engagement,

indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe (et des pièces qui y sont jointes) constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Chaque formulaire est annexé au présent marché.

Le montant total des prestations que **nous envisageons** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

N° du cotraitant	Montant hors TVA	Montant TVA incluse
1 (mandataire)		
2		

N° du cotraitant	Montant hors TVA	Montant TVA incluse
3		
4		
Total		

Les déclarations de sous-traitance, au titre des articles R2193-1 à -22 du code de la commande publique, des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés sont jointes au présent acte d'engagement.

2-2.2. Créance présentée en nantissement ou cession

En fonction des éventuelles prestations sous-traitées, le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Cotraitant 1 (mandataire)	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4

ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 7 et 9-2 du CCAP. La durée des travaux est estimée à **6 mois dont 1 mois de préparation**.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

4-1. Règlement des comptes

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 4-2 du CCAP.

- Le détail des prestations exécutées par chacun des membres du groupement solidaire n'est pas individualisé. Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP).

Groupement solidaire

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

□ La répartition de la rémunération pour chacun des membres du groupement solidaire ou conjoint est précisée en annexe 1 du présent AE. Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP).

Cotraitant 1 (mandataire)

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par

Cotraitant 2

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
clé RIB :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 4	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
clé RIB :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

4-2. Avance

Si le montant hors TVA du marché est inférieur ou égal à 50 000 € HT, aucune avance ne sera versée.

Si le montant hors TVA du marché est supérieur à 50 000 € HT, le mandataire, en cas de groupement solidaire, ou chacun des co-traitants en cas de groupement conjoint, doit préciser ci-après s'il souhaite la percevoir.

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 8-2 du CCAP	
1 (mandataire)	refuse de la percevoir	ne refuse pas de la percevoir
2	refuse de la percevoir	ne refuse pas de la percevoir
3	refuse de la percevoir	ne refuse pas de la percevoir
4	refuse de la percevoir	ne refuse pas de la percevoir

Les modalités de paiement des avances sont précisées à l'article 8-2 du CCAP.

Dans le cas d'un groupement solidaire où la répartition de la rémunération n'est pas précisée,
les co-traitants donnent par les présentes, au mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de

percevoir, répartir et rembourser pour leur compte les sommes qui leur sont dues au titre de l'avance.

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des prestataire(s) :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

À : AIX-EN-PROVENCE le :